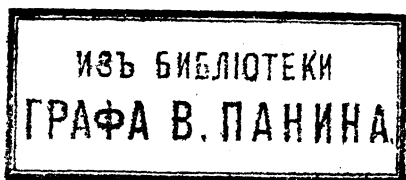


COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS



Bruxelles. — Typ. A. LACROIX, VERBOECKHOVEN et C^{ie}, rue Royale, 3, impasse du Parc

ŒUVRES DE GEORGE BANCROFT

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

DEPUIS

LA DÉCOUVERTE DU CONTINENT AMÉRICAIN

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR M^{lle} ISABELLE GATTI DE GAMOND

PREMIÈRE SÉRIE : HISTOIRE DE LA COLONISATION

TOME III

PARIS

FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET C^{ie}

RUE JACOB, 56

BRUXELLES ET LEIPZIG

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

RUE ROYALE, 5, IMPASSE DU PARC

1862

Tous droits réservés.

CHAPITRE XIV.

LES COLONIES DE LA BAIE DE CHESAPEAKE.

Pendant plus de huit ans « le peuple de la Virginie » s'était gouverné lui-même et ce gouvernement avait été dirigé avec une sage modération (1652-1660). La paix et l'accroissement rapide de la population faisaient espérer une extension de territoire; la vie des colons était rendue douce par la jouissance des franchises égales. On ne voyait plus dans leur code ni dans leur gouvernement la moindre trace des anciens privilèges. La Virginie formait dans son organisation et dans sa législation, une démocratie représentative, si jalouse de l'aristocratie foncière, qu'elle exigeait l'universalité des suffrages, si hostile à l'influence de la richesse commerciale, qu'elle ne souffrait pas de ministres de la loi « salariés, » si attentive enfin à respecter la liberté religieuse, que toutes les paroisses étaient abandonnées à leur propre direction. Tous les fonctionnaires étaient, directement ou indirectement, nommés par le peuple.

Le pouvoir du peuple prit naturellement naissance dans

le caractère des premiers colons, qui, pour la plupart, étaient des aventuriers, n'ayant apporté dans le Nouveau Monde d'autre fortune que leur esprit d'entreprise, d'autre dignité que celle d'homme, d'autres privilèges que ceux d'Anglais. On avait respecté le principe de la loi anglaise, qui accorde les biens immeubles au premier né; mais les générations avaient encore à peine eu le temps de se succéder en Virginie; cette loi n'avait donc produit aucun effet sur la société, et dès l'origine on l'avait même modifiée dans plusieurs comtés, en introduisant la coutume du partage égal des terres entre les enfants (1). La Virginie ne put imiter les grandes réformes législatives du Long Parlement; car cette heureuse contrée n'avait pas eu à supporter le fardeau des lois forestières et des tenures militaires, des cours de de gardes et des chambres étoilées. On commençait déjà à discerner la tendance des sectes religieuses à se multiplier, sous l'influence du gouvernement populaire. Dans sa sollicitude pour la succession régulière des assemblées représentatives, la Virginie s'était montrée plus exigeante que les amis de la liberté républicaine en Angleterre; là, des parlements triennaux avaient été établis par la loi; les Virginiens, tout en imitant les termes du bill, avaient réclamé le privilège d'élire leurs législateurs tous les deux ans (2). Indépendamment de la vigueur que puisaient les émigrants dans leur caractère naturel, dans la non-existence d'institutions féodales, dans l'absence complète des subtilités outrées de l'érudition des légistes et dans la constitution, la législation et les franchises électorales de la colonie, la prédominance générale de l'esprit d'indépendance indivi-

(1) Jones, *État de la Virginie*, p. 61.

(2) Hening, I, 517. Ce billet, modelé sur « l'acte destiné à parer aux inconvénients résultant de la longue interruption du parlement, » acte adopté par la chambre des communes d'Angleterre en 1640.